

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

Décret du 2 juillet 1951 portant reconnaissance légale d'un établissement congréganiste.

Par décret en date du 2 juillet 1951, l'établissement des Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul existant à la Baume-d'Hostun (Drôme) est légalement reconnu.

Décret du 4 juillet 1951 portant nomination d'un directeur de cabinet.

Par décret en date du 4 juillet 1951, M. Legrand (Jacques), secrétaire général de la préfecture de la Meuse (3^e classe), est nommé directeur du cabinet du préfet d'Alger, en remplacement de M. Genton.

Tableau de concours pour la médaille militaire (année 1951.)

RÉGIMENT DE SAPEURS-POMPIERS

Active.

- 1 Germain (René-Ernest-Alphonse), sergent-chef.
- 2 Delort (Jean), sergent-chef.
- 3 Claire (Etienne-Henri), sergent.
- 4 Puissant (Jacques-Maurice-Alphonse), adjudant-chef.
- 5 Lucotte (René-Pierre), sergent.
- 6 Tournaire (Raymond), sergent-chef.
- 7 Dechambenoy (Marcel-Hyppolyte-Eugène-Henri), sergent.
- 8 Gagnon (Georges-Alphonse-Joseph), sergent-chef.
- 9 Vanier (Albert-Arthur), sergent-chef.
- 10 Bouet (Roger-Marie-Ernest), sergent-chef.
- 11 Bezou (Jean-Eugène-Pierre), adjudant.
- 12 Pellinghelli (Jean), sergent.
- 13 Pigeon (André-Pierre), sergent-chef.
- 14 Laurençon (Gaston-Noël), sergent-chef.
- 15 Saubadine (André-Dominique), sergent.
- 16 Durand (Georges-Léon), sergent-chef.
- 17 Potier (Paul-François), sergent-chef.
- 18 Alexeline (Jean-Marie-Louis-Joseph), adjudant.
- 19 Duband (Marcel-François-Pierre), adjudant-chef.
- 20 Moulin (Pierre-Louis), sergent-chef.
- 21 Coursilly (André-Gustave), sergent-chef.
- 22 Lefevre (Gilbert-Eugène), sergent-chef.
- 23 Leverdez (André-Lucien), sergent.
- 24 Dewet (Alexandre-Emile-Christophe), sergent.
- 25 Hotton (Victor), sergent-chef.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Nomination d'un membre du conseil supérieur des transports.

Par arrêté du 3 juillet 1951, sont rapportées les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 5 mars 1951 relatives à la nomination de M. Beauquier, en qualité de membre du conseil supérieur des transports.

M. Beauquier (Pierre), est nommé membre du conseil supérieur des transports, comme représentant des usagers, en remplacement de M. Julien Brunhes, dont la démission a été acceptée.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet du 1^{er} juillet 1951.

Ponts et chaussées.

Par arrêté du 26 juin 1951, a été reportée au 1^{er} septembre 1951 la date d'effet de l'arrêté du 5 juin 1951 aux termes duquel M. Mathieu (Henri), ingénieur de 3^e classe des ponts et chaussées, a été chargé, à la résidence d'Evreux, de l'arrondissement spécial des travaux neufs et des contrôles du service ordinaire des ponts et chaussées du département de l'Eure.

Rectificatif au Journal officiel du 27 juin 1951, page 6715, 1^{re} colonne, 5^e texte, au lieu de : « Par arrêté du 23 juin 1951, M. Couder (Pierre), ingénieur en chef de 2^e classe des ponts et chaussées », lire : « Par arrêté du 23 juin 1951, M. Couderq (Pierre), ingénieur en chef de 2^e classe des ponts et chaussées ».

Liste des candidats admissibles à l'école nationale des ponts et chaussées.

A la suite de la première partie des épreuves du concours ouvert en 1951 pour l'admission des ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux publics de l'Etat comme ingénieurs élèves à l'école nationale des ponts et chaussées, ont été déclarés admissibles les candidats suivants :

MM. Berte (Albert), Gaud (Paul), Jammet (Georges).

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Docteur « honoris causa ».

Par arrêté en date du 21 juin 1951, est approuvée une délibération du conseil de l'université d'Aix-Marseille conférant le titre de docteur *honoris causa* à M. Charles Werner, professeur de philosophie à l'université de Genève.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, JEUNESSE ET SPORTS

Décret n° 51-837 du 3 juillet 1951 portant règlement d'administration publique pour la fixation de certaines règles relatives au statut particulier (recrutement et titularisation) des inspecteurs de la jeunesse et des sports.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, du secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre du budget et du secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,

Vu le décret du 17 octobre 1945 portant organisation de l'inspection générale et de l'inspection des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire;

Vu le décret du 17 juin 1946 portant organisation provisoire du corps de l'inspection de l'éducation physique et des sports;

Vu le décret du 27 novembre 1946 portant organisation des services extérieurs du sous-secrétariat d'Etat à l'éducation nationale (jeunesse et sports);

Vu la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, et notamment son article 2;

Le conseil d'Etat entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Jusqu'à l'intervention du statut particulier établi en exécution de l'article 2 de la loi du 19 octobre 1946 susvisée, et sous réserve de l'application des dispositions de l'article 4 ci-dessous, pourront seuls être nommés inspecteurs titulaires de la jeunesse et des sports les inspecteurs stagiaires désignés à la suite de concours pour l'obtention du certificat d'aptitude à l'inspection de la jeunesse et des sports prévu à l'article ci-dessous.

Les désignations sont prononcées dans l'ordre du classement au concours, et sur la demande des intéressés. La durée du stage est de deux ans; elle peut, exceptionnellement, être prolongée d'un an.

Art. 2. — Les candidats au certificat d'aptitude à l'inspection de la jeunesse et des sports devront être âgés d'au moins trente ans au 31 décembre de l'année du concours.

Ils devront :

Soit posséder un des diplômes ou certificats suivants : doctorat en médecine, certificat d'aptitude à l'inspection primaire et à la direction des écoles normales, certificat attestant qu'ils sont anciens élèves de l'école normale supérieure ou de l'école normale supérieure de jeunes filles;

Soit être titulaires du certificat d'aptitude à l'éducation physique et sportive, et avoir exercé les fonctions de professeur d'éducation physique pendant cinq ans, ou, tout en ayant, pendant la même durée, enseigné ou exercé une activité dans le domaine de l'éducation populaire et sportive, avoir la qualité de professeur certifié de l'enseignement du second degré, ou de l'enseignement technique, ou être titulaire d'un des diplômes ou certificats exigés pour l'admission au concours d'entrée à l'école nationale d'administration;

Soit, pendant dix ans, avoir exercé les fonctions de maître d'éducation physique et sportive, moniteur ou entraîneur national, instructeur spécialisé ou, tout en étant au moins titulaire du brevet supérieur ou du baccalauréat de l'enseignement secondaire, celles d'instituteur titulaire.

Art. 3. — Des arrêtés concertés des ministres chargés de la jeunesse et des sports et de la fonction publique, détermineront les conditions d'obtention du certificat d'aptitude à l'inspection de la jeunesse et des sports, et notamment le programme du concours, les modalités des diverses épreuves et la composition du jury.

Art. 4. — Les inspecteurs principaux et les inspecteurs issus des cadres de l'inspection de la direction générale de l'éducation physique et des sports, et de l'inspection des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire, les directeurs et anciens directeurs des centres d'éducation populaire, sont intégrés parmi les inspecteurs de la jeunesse et des sports régis par le décret susvisé du 17 juin 1946.

S'ils ne sont pas déjà titularisés, ils le seront en qualité d'inspecteur ou d'inspecteur principal de la jeunesse et des sports, sans que les dispositions de l'article 1^{er} du présent décret puissent leur être opposées.

Art. 5. — Les titularisations prononcées par application de l'article précédent, le seront à la classe comportant un traitement équivalent à celui perçu antérieurement. Toutefois, au cours du développement ultérieur de leur carrière, pourront seuls être promus à la 1^{re} classe, les titulaires de la licence ou d'un titre équivalent, et, dans la limite de 25 p. 100 de l'effectif du personnel titularisé par application du deuxième paragraphe de l'article précédent, les bacheliers et les titulaires du brevet supérieur désignés après avis de la commission paritaire, lors des opérations de titularisation.

Art. 6. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent décret.

Art. 7. — Le ministre de l'éducation nationale, le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 3 juillet 1951.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres.

Le ministre de l'éducation nationale,

PIERRE-OLIVIER LAPIE.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

MAURICE PETSCHÉ.

Le ministre du budget,

EDGAR FAURE.

*Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique,
à la jeunesse et aux sports,*

ANDRÉ MORICE.

*Le secrétaire d'Etat à la fonction publique
et à la réforme administrative,*

PIERRE MÉTAYER.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Administration centrale.

ADMINISTRATEURS CIVILS

Par arrêté en date du 16 juin 1951, ont été promus:

Administrateur civil de 1^{re} classe, 3^e échelon.

(A compter du 26 juin 1951.)

M. Nollet (Paul) (en service détaché).

Administrateur civil de 2^e classe, 3^e échelon.

(A compter du 16 juin 1951.)

Mlle Gougnol (Marie-Louise).

Administrateur civil de 2^e classe, 2^e échelon.

(A compter du 6 avril 1951.)

M. du Pouget (Jacques) (en service détaché).

Administrateur civil de 3^e classe, 1^{er} échelon.

(A compter du 23 juin 1951.)

M. Frolet (Robert).

Administrateurs civils de 3^e classe, 3^e échelon.

(A compter du 21 juin 1951.)

M. Barbe (Louis), Mmes Coulomb (Marie), Delhay (Marie-Thérèse),
Mlle Delaporte (Francine), MM. Gaudaire (Roger), Lambert (Louis).

AGENTS SUPÉRIEURS

Par arrêté en date du 16 juin 1951, ont été promus:

Agent supérieur de 1^{re} classe, 2^e échelon.

(A compter du 27 juin 1951.)

Mme Senezergues (Elise).

Agents supérieurs de 2^e classe, 3^e échelon.

(A compter du 1^{er} mai 1951.)

Mlle Richard (Jacqueline).

(A compter du 27 juin 1951.)

Mme Mac Gregor (Thérèse).

SECRÉTAIRES D'ADMINISTRATION

Par arrêté en date du 16 juin 1951, ont été promus:

Secrétaires d'administration de 1^{re} classe, 3^e échelon.

(A compter du 1^{er} avril 1951.)

Mlle Asset (Berthe).

(A compter du 1^{er} mai 1951.)

Mme Chaudanson (Simone).

Secrétaires d'administration de 1^{re} classe, 2^e échelon.

(A compter du 25 avril 1951.)

M. Albafouille (François).

(A compter du 1^{er} mai 1951.)

Mlle Barbay (Germaine) (en service détaché).

Inspection générale du ministère de l'industrie et du commerce.

TABLEAU D'AVANCEMENT POUR L'ANNÉE 1951

Pour le grade d'inspecteur général.

- 1 MM. Nollet (Paul), inspecteur.
- 2 Durand (Henri), inspecteur.

Tableau d'avancement de classe des agents supérieurs pour l'année 1951.

Pour la 1^{re} classe.

- | | |
|------------------------------|------------------------------|
| 1 MM. Piontkovsky (Nicolas). | 4 MM. Grandsagne (Alphonse). |
| 2 Dussauge (Jean). | 5 Boyer (Louis). |
| 3 Feysel (Georges). | 6 Ridet (André). |

Pour la 2^e classe.

- | | |
|--------------------------------------|--|
| 1 MM. Robelin (Jean). | 9 MM. Mitard (Pierre). |
| 2 Brille (Marcel). | 10 Porri (Charles). |
| 3 Courrèges (Jean). | 11 M ^{lles} Ranchon (Marie). |
| 4 M ^{lles} Greff (Armande). | 12 Martin (Micheline). |
| 5 Huvelin (Françoise). | 13 Richeux (Jeanne). |
| 6 M ^{lles} Carbon (Paule). | 14 M. Segalen (Jean). |
| 7 Leroy (Andrée). | 15 M ^{lle} Chaudoreille (Marguerite). |
| 8 M. Lebon (Raphaël). | |

Au titre des services détachés.

- 1 Mlle Balas (Geneviève).